

MAIRIE DE RIANARRETE : PM N° 2024-155-2

**ARRETE TEMPORAIRE
PORTANT LA PRIVATISATION DU STATIONNEMENT
A L'OCCASION D'UN DEMENAGEMENT
« TRANSFERT DE MATERIEL DE SPORT »**

Objet : Arrêté temporaire de circulation et de stationnement :

PLACE DE L'HOTEL DE VILLE ; RUE DE LA REPUBLIQUE

Nous, Maire de la Commune de RIAN (Var) ;

- VU, la loi du 4 avril 1884 ;
- VU, l'article L2212.1, L2212,-2, L2213.1 et L2213-2, du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- VU, le Code de la Voirie Routière ;
- VU, le Code Pénal, notamment son article R. 610-5 ;
- VU, le Code de la Route et notamment ses articles L 411-1 et L 411-7 ;
- VU, le Code de la Sécurité Intérieur et notamment ses articles L 132-1 et L 511-1 ;
- VU, la Loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU, l'Arrêté Municipal en date du 22/12/1998, portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la commune ;
- **CONSIDERANT**, la demande en date du 02 avril 2024 par laquelle, Monsieur MELEK Guillaume, Président de l'Association Athlétique « Force Club », sise 38, rue de la république, 83560 RIAN, sollicite l'autorisation de privatiser deux (2) places de stationnement **Place de l'Hôtel de Ville** ;
- **CONSIDERANT**, la nécessité d'assurer d'une manière satisfaisante la sécurité **Place de l'Hôtel de Ville**, en vue du transfert de tout le matériel de sport vers la nouvelle salle attribuée à l'association « Force Club », rue de la Garde, 83560 RIAN ;
- **CONSIDERANT**, que dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publique, il importe de modifier provisoirement la réglementation de la circulation et du stationnement à l'occasion d'un transfert de matériel de sport.

ARRETONS

ARTICLE 1 : DEROGATION

Monsieur MELEK Guillaume, Président de l'Association Athlétique « Force Club », sise 38, rue de la république, 83560 RIAN, est autorisé à privatiser deux (2) places de stationnement, Place de l'Hôtel de Ville, entre le bâtiment et l'arbre pour favoriser le stationnement des ses véhicules de déménagement. Monsieur MELEK Guillaume est également autorisé à stationner un de ses camion le long de la rue de la république, face au numéro 36.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA REGLEMENTATION

Cette autorisation est consentie pour les journées du :

- du samedi 06 avril 2024 de 08h jusqu'au dimanche 07 avril 2024 inclus à 20h

ARTICLE 3 : SIGNALISATION

Le stationnement sera impacté de la manière suivante :

- Le stationnement sera interdit sur deux (2) emplacements Place de l'Hôtel de Ville. Ils seront matérialisés par la mise en place de barrières avec panneaux d'interdiction.

La circulation sera impactée de la manière suivante :

-La circulation sera restreinte, rue de la République, pour favoriser le stationnement d'un des camions de déménagement, face au numéro 36. Un barriérage sera mis en place en amont et en aval pour matérialiser et sécuriser ce camion ainsi que les déménageurs.

ARTICLE 4 : SECURITE

Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public. Il pourra faire usage des barrières qui seront mises à disposition, par les soins des Agents des Services Techniques.

ARTICLE 5 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Le bénéficiaire de l'autorisation doit posséder les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 6 : AGENTS D'APPLICATIONS

Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

ARTICLE 7 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>.

ARTICLE 8 : PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : AMPLIATION

Ampliation est faite à :

- Monsieur Le MAIRE,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Commune,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de RIANIS,
- Monsieur le responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le responsable des Services Techniques

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique, conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à Rians
Le jeudi 04 avril 2024

Pour Le Maire
L'adjoint Délégué à la Sécurité


Monsieur BLANC Joël